



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU**

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A DECLARATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT RELATIVES AU SYSTEME
D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE ECQUES**

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le Code de l'Environnement, notamment les chapitres IV des titres premiers de ses livres II pour les parties législatives et réglementaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de Monsieur Marc DEL GRANDE en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅ ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie approuvé le 23 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois Picardie ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Commune de Ecques pour la construction d'une station d'épuration des eaux usées, enregistré sous le numéro 62-1993-90001 et reçu le 18 octobre 1993 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 24 décembre 1993 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du canton de Fauquembergues, du Pays D'Aire, de la Morinie et de la communauté d'agglomération de St Omer du 22 août 2016 ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions particulières en date du 19 septembre 2018 ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que la déclaration de la Commune de ECQUES visée ci-dessus porte sur un système d'assainissement concourant à la collecte et au traitement des eaux usées issues de l'agglomération d'assainissement de ECQUES ;

CONSIDERANT que le bénéficiaire est la Communauté d'Agglomération du Pays de St Omer à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

CONSIDERANT que la commune de QUIESTEDE a été depuis raccordée sur le système d'assainissement de ECQUES ;

CONSIDERANT qu'il convient de satisfaire aux valeurs de rejets imposées par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅ ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux de surface suffisant ;

CONSIDERANT que la station d'épuration, d'une capacité nominale initiale de 108 kg de DBO₅, a reçu durant les 3 dernières années des charges brutes de pollution organique (CBPO) supérieures à 120 kg de DBO₅ ;

CONSIDERANT que les dispositions relatives aux niveaux de traitement et à l'autosurveillance du système d'assainissement de ECQUES doivent être renforcées conformément aux prescriptions du tableau 4 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 – Dénomination du pétitionnaire

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement des agglomérations de ECQUES et QUIESTEDE est la Communauté d'Agglomération du Pays de St Omer, représentée par son Président et siégeant 2 Rue Albert Camus à LONGUENESSE (62968).

Article 2 – Prescriptions générales

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/jour de DBO₅.

Article 3 – Traitement du Phosphore

Le pétitionnaire est tenu de mettre en place un système de traitement du Phosphore dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté.

Article 4 – Conditions techniques imposées à l'unité de traitement

Les charges de dimensionnement sont les suivantes :

Débit de pointe admissible sur le biologique	32 m ³ /h
Débit de référence	Percentile 95 (*)

(*) *Percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (au déversoir en tête de station) selon la définition de l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif.*

La charge brute de pollution organique (CBPO) admise dans le système d'assainissement est supérieure à 120 kg DBO₅/j durant les 3 dernières années précédant la date de ce présent arrêté suite au raccordement de la commune de QUIESTEDE (sur la base des données d'autosurveillance transmises par le maître d'ouvrage).

Année	2015	2016	2017
CBPO (kg DBO₅/j)	136	147	184

Les concentrations maximales de l'eau rejetée en sortie de station doivent respecter les seuils suivants :

Paramètres	Concentrations maximales sur les échantillons moyens journaliers	Rendement minimum
DBO ₅	25 mg/l	80 %
DCO	90 mg/l	75 %
MeS	30 mg/l	90 %
Azote Global NGL (*) (**)	15 mg/l	70 %
Phosphore total (*) (***)	2 mg/l	80 %

(*) en moyenne annuelle

(**) ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du bassin biologique de la station d'au moins 12°C.

(***) ces exigences seront effectives à compter de la mise en service du système de traitement du Phosphore. La conformité sera évaluée sur l'année N+1 suivant la mise en service.

Au point de rejet dans le milieu récepteur, les effluents devront respecter les caractéristiques suivantes :

- une température ne dépassant pas 25°C ;
- un pH compris entre 6 et 8,5 ;
- une couleur ne provoquant pas de coloration visible du milieu ;
- être inodores et non susceptibles de fermentation ;
- ne pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction de la flore et de la faune aquatique.

Article 5 - Autosurveillance relative à l'unité de traitement

Le contrôle en entrée et en sortie de station portera sur des échantillons moyens 24 heures et effectués avec des préleveurs automatiques réfrigérés ou isothermes (5°C ± 3) asservis au débit. L'usage de préleveurs mobiles n'est pas autorisé, sauf circonstances exceptionnelles, après information au service chargé de la police de l'eau. La fréquence des mesures sera la suivante :

Paramètre	Fréquence de mesure (nombre de jours par an)	Nombre maximal d'échantillons non conformes
Débit	365	-
pH	12	2
MeS	12	2
DBO ₅	12	2
DCO	12	2
NTK	4	1
NH ₄ ⁺	4	1
NO ₂	4	1
NO ₃	4	1
Ptot	4	1
Température	12	-

Toutefois les paramètres devront respecter les seuils réductibles ci-dessous en moyenne journalière :

Paramètre	Concentrations
MeS	85 mg/l
DBO ₅	50 mg/l
DCO	250 mg/l

Article 6 - Mesures et enregistrements des débits

La mesure et l'enregistrement du débit de sortie doit se faire en continu. A minima, une estimation du débit d'entrée doit être mise en place.

Article 7 - Événements exceptionnels

L'exploitant doit communiquer au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie tout incident de fonctionnement des installations susceptible d'avoir un impact sur le milieu récepteur et mettre en œuvre, sans délai, les moyens nécessaires au retour à une situation normale.

Toutes les dispositions doivent être prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour le personnel et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

Des dispositions de surveillance renforcées doivent être prises par l'exploitant, lorsque des circonstances particulières ne permettent pas d'assurer la collecte ou le traitement complet des effluents. Il en est ainsi notamment en cas d'accidents ou d'incidents sur la station ou de travaux sur le réseau.

L'exploitant doit estimer le flux de matières polluantes rejeté au milieu dans ces conditions et évaluer son impact sur le milieu récepteur. Cette évaluation porte au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous aux points de rejet dans le milieu récepteur.

Un compte rendu d'intervention devra être rédigé et fourni au service de police de l'eau comportant a minima les données suivantes : période concernée, consistance de l'opération ou de la modification, caractéristiques des déversements (flux, charge), respect des engagements, impact sur le milieu récepteur et synthèse des mesures compensatoires effectives.

Le personnel doit avoir reçu une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station d'épuration.

Article 8 - Manuel d'autosurveillance

Le pétitionnaire doit réaliser la mise à jour du manuel d'autosurveillance selon les prescriptions de l'article 20 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

Article 9 – Information du service en charge de la police de l'eau

Le service chargé de la police de l'eau du système d'assainissement de ECQUES est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du PAS-DE-CALAIS.

Le programme annuel de mesures est adressé avant le 1^{er} décembre de l'année précédente au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

Les résultats d'autosurveillance des systèmes de collecte et de la station d'épuration sont transmis mensuellement et dans un délai d'un mois à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et au service de police de l'eau.

La transmission doit se faire au format SANDRE.

Un bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement est adressé avant le 1^{er} mars de l'année suivante au service de police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et comprendra entre autres :

- une synthèse complète du fonctionnement du système d'assainissement,
- l'évolution du taux de raccordement,
- les autorisations de déversement,
- les principaux travaux réalisés sur le système d'assainissement,
- les principaux travaux à réaliser.

Un registre comportant l'ensemble des informations exigées par le présent article sera mis à la disposition du service de police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et conservé pour une période d'au moins 5 ans.

Article 10 – Modifications

Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux évolutions de la réglementation.

Le pétitionnaire informera préalablement le Préfet de toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier de déclaration, conformément à l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, qui engendrerait notamment :

- l'augmentation des débits et/ou charges à traiter,
- l'évolution de la filière de traitement des eaux,
- l'évolution de la quantité ou de la qualité des boues ou sous produits.

Le préfet pourra également, à tout moment, imposer de nouvelles prescriptions sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement.

Article 11– Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense pas du respect des autres réglementations.

Article 13 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairies de ECQUES et QUIESTEDE pendant une durée minimum d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Mme et M. les Maires de chaque commune.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture du Pas-de-Calais pour une durée minimale de six mois.

Article 14 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairies de ECQUES et QUIESTEDE.

Article 15 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Président de la Communauté d'Agglomérations du Pays de St Omer et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Monsieur le Sous-Préfet de SAINT-OMER ;
- Madame et Monsieur les Maires de ECQUES et QUIESTEDE ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais(SDE) ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé des Hauts de France ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois Picardie ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française pour la Biodiversité ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de la Lys ;

ARRAS, le 11 OCT. 2018
Pour le Préfet et par délégation
Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY



